11 juin 2026

# 40ème congrès du PCF Propositions d'amendements à la base commune

L'idée n'est pas de les présenter tous, il s'agit plutôt de mettre à disposition de chaque camarade un matériau dans lequel il sera possible de puiser en fonction de la situation particulière où se déroule chaque conférence de section.

Il y a deux sortes d'amendements proposés :

- des amendements courts, conçus pour s'insérer le plus facilement possible dans le fil du texte existant ;
- des amendements longs, qui peuvent être repris avec ou sans les passages entre crochets, voire réduits aux passages en gras.

Les amendements 2.7 (Pôle public du médicament), 2.8 (100% Sécu) et 3.3 (Sécurité Sociale) sont pour l'essentiel repris d'amendements proposés par la commission Santé. Dans l'amendement 2.7, nous avons ajouté – pour les camarades qui le souhaitent – la mention de « la nécessité d'appropriation publique et sociale des multinationales du secteur, à base française, dont Sanofi ».

# 1 Partie 1

## 1.1 La crise

**Chapitre : 1.1**
**Page : 11**
**Ligne : 5 à20**
Remplacer le texte par
« Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales (…) **La masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics, ce qui renforce les difficultés** », écrivions-nous au 39ème congrès.
Dans cette nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME), transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution informationnelle, les emplois non pourvus et les pénuries de qualifications vont de pair avec la pénurie de services publics. L'insuffisance criante des salaires, du pouvoir d'achat, de la demande solvable coexiste avec une désindustrialisation qui s'accélère. La prétendue « politique de l'offre » détruit en réalité l'offre, la production, car elle n'est qu'une politique du profit.
Notre dépendance aux services informationnels étatsuniens est à peine moindre que notre dépendance industrielle. Quant à notre souveraineté alimentaire, elle est grandement menacée et notre tissu économique agro-alimentaire est en crise profonde.
Au total, l'oligarchie financière ne parvient à rentabiliser une masse de capitaux accumulés depuis des décennies qu'au prix d'une débauche d'aides publiques, d'une concurrence coupe-gorge pour monopoliser informations, ressources humaines et matérielles, et au prix d'une fuite en avant dans la financiarisation, les délocalisations, le néo-colonialisme et l'économie de guerre.
Ainsi, **l'alliance entre l'État et le capital, dont un aspect – la masse accrue des aides publiques aux entreprises – a commencé à être mis en lumière, présente des caractéristiques nouvelles qu'il convient de réexaminer.**
**Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci puis transformation de sa nature. Elle est à présent de plus en plus soumise aux impératifs du seul capital, des profits et de la baisse du coût du travail.**
[Subventions, exonérations de cotisations sociales (au total 211 Md€) auxquels s'ajoutent des exonérations d'impôt pour le capital financier des ultra-riches, prises de participations publiques en capital, utilisation intensive de la création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mise en concurrence tous azimuts, commande publique d'armements : l'intervention de l'Etat s'est repositionnée. Elle passe des compromis avec la capital et les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Au nom de « l'attractivité », les capitaux étrangers pénètrent notre économie comme jamais et rachètent capacités productives et technologies. En contrepartie, les multinationales à base française peuvent ainsi continuer à investir à

l'étranger, tout particulièrement aux Etats-Unis. Surgissent ainsi, à présent, de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes de valeur.]
**Imposer une tout autre intervention publique, mais aussi des pouvoirs démocratiques nouveaux dans les entreprises et les territoires, particulièrement sur l'utilisation de l'argent, peut être rassembleur. C'est un enjeu de classe qui mûrit dans la crise.**
**----------**

**<u>Arguments</u>**

- Il faut montrer le rôle du capital
- Il n'y a pas « échec » de la globalisation néo-libérale : elle a rempli en grande partie son rôle : profits, profits et extension du capitalisme, mais « crise » et nouvelle phase.
- On ne peut pas dire qu'il y a « épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental », il y a au contraire un renforcement de cette concurrence, dans une nouvelle phase et configuration qui se cherche
- Il n'y a pas de nouvelles « modalités » d'accumulation : il y a toujours accumulation par exploitation du travail vivant. Les conditions changent, ce qui n'est pas la même chose (par exemple révolution informationnelle, avec la phase IA)
- Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux Etats-Unis et en Europe. C'est exagéré, donc faux, pour les Etats-Unis : certaines bases disparu (automobile), mais beaucoup de bases restent : composant (Intel), ordinateurs (Apple), pharmacie, etc. Et si en Europe il y a destruction pour la France Le Royaume-Uni, etc. Ce n'est pas tout à fait vrai, c'est en tout cas plus compliqué, pour l'Europe centrale et orientale, ni pour l'Allemagne.

## 1.2 Crise – la responsabilité du capital

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 1.1 |
| **Page :** | 11 |
| **Ligne :** | 13 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| La masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics. | |

## 1.3 Crise – amendement de suppression

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 1.1 |
| **Page :** | 11 |
| **Ligne :** | 14 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| Amendement de suppression : supprimer la phrase « Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. » | |
| **Justificatif** | |
| *En quoi les modalités d'accumulation sont-elles nouvelles ? On ne le dit pas. D'ailleurs pour l'essentiel la crise perdure car ces modalités restent identiques, basées sur le pilotage par le profit, alors que l'émergence des nouvelles technologies de l'information exigerait un pilotage par de nouveaux critères d'efficacité sociale basée sur la formation et la coopération. La suite du paragraphe vise-t-elle à illustrer ces contradictions ? S'agit-il de contradictions ou de l'illustration de la façon dont le capitalisme se redéploie pour faire face à sa crise ?* | |

## 1.4 Crise – contradictions

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 1.1 |
| **Page :** | 11 |
| **Ligne :** | 20 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| AJOUTER : « Dans la crise, les ferments d'une transformation révolutionnaire de la civilisation apparaissent. Des mutations (révolution technologique informationnelle, révolution écologique de l'anthropocène, révolution démographique, mise en cause des délégations de pouvoir, mouvements antiracistes et anti-coloniaux, …), mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale. » | |
| **Justificatif** | |
| *Faire apparaître une analyse marxiste des contradictions du capitalisme dans sa phase actuelle et des potentialités et ferments révolutionnaires qui existent.* | |

## 1.5 Crise – révolution informationnelle

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 1.1 |
| **Page :** | 11 |
| **Ligne :** | Avant la ligne 21 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| AJOUTER : « En particulier, la révolution informationnelle crée les bases matérielles d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital mais un développement continu de toutes les capacités humaines. Les rapports sociaux capitalistes, en maintenant la régulation par le taux de profit, entrent en conflit avec ce besoin. Il y a là un terrain pour contester concrètement les logiques capitalistes dans la gestion des entreprises. » | |
| **Justificatif** | |
| *Illustrer l'amendement précédent par un exemple concret des potentialités existantes dans la crise.* | |

## 1.6 Crise – Impérialisme

**Chapitre : 1.1**
**Page : 11 et 12**
**Ligne : 38 à 45 (p. 11) et lignes 1 à 13 (p. 12)**
Remplacer le texte par
La domination des États-Unis repose sur quatre piliers, le dollar, la technologie, un certain contrôle des institutions internationales (dont le Fonds Monétaire International), la puissance militaire. Les multinationales US en sont l'expression. L'impérialisme américain en crise cherche une configuration nouvelle, plus monopoliste encore, comme on le voit avec les décisions de Trump. Mais celles-ci prennent leurs racines dans la crise d'une économie mondiale dominée par les grandes multinationales américaines et la logique du capital, profondément déstabilisées par la suraccumulation dans la nouvelle phase de la révolution informationnelle (hausse des profits, des inégalités, besoins décuplés de capitaux…), par la fragilisation de la base sociale populaire de la classe dominante américaine, par la montée des BRICS, singulièrement de la Chine, par le changement climatique et les défis environnementaux existentiels de l'humanité.

Pour endiguer son déclin et sauvegarder les intérêts de son capital, l'impérialisme étatsunien tente de faire payer au reste du monde le prix de ses choix désastreux. Trump cherche à sauver le dollar pour maintenir l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale et l'extraterritorialité du droit américain dont les Français savent, notamment depuis la vente d'Alstom-nucléaire à General Electric, à quel point elle est mortifère. Le dollar est un obstacle au développement des nations et des économies. De nombreux pays, en particulier au Sud, l'ont bien compris et tentent de s'en émanciper.

Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout particulièrement d'une nouvelle phase de la relation entre l'État de l'impérialisme le plus puissant – les États-Unis – et le capital en général. Le grand capital étatsunien recherche un système impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les États-Unis qu'auparavant. La réaction des différents dirigeants de l'Union Européenne est essentiellement munichoise et conservatrice. Elle consiste à capituler, à renforcer le dogme libre-échangiste et à collaborer. Dans une fuite en avant militariste et fédéraliste, les dirigeants européens tendent encore plus à se comporter en simples alliés de Washington pour exploiter et imposer la règle du jeu des États-Unis au reste du monde. C'est le comportement typique du « colonisé intermédiaire ». C'est une forme de néo-collaborationnisme économique, dans un système impérialiste où les États membres de l'Union Européenne, voire l'UE elle-même, cherchent à jouer un rôle de sous-impérialisme néo-colonial, particulièrement la France en Afrique.

Ce choix néocolonial et de l'alignement sur l'impérialisme doit être combattu. Il appelle une rupture nette et la construction d'une politique internationale fondée sur la souveraineté des peuples, la coopération et la paix. Ni libre-échangisme et soumission au dollar, promue tout particulièrement par les dirigeants de l'UE, ni protectionnisme nationaliste ou souverainisme, ne sont des issues. Ces deux

impasses accentuent la guerre économique et les guerres tout court. Nous sommes en faveur de protections et de promotions, écologiques et sociales, maîtrisées par les travailleur.se.s et les populations. Dans ces batailles, la recherche d'actions communes et de convergences avec le mouvement des BRICS, dans un sens progressiste, est cruciale.

## 1.7 Crise – BRICS

**Chapitre** : Partie 1

Page 12

**Ligne** : Ajouter un paragraphe après la ligne 32 : BRICS et bataille pour un autre ordre économique

### 1.1 Face à l'affrontement généralisé, luttons, du Sud au Nord et avec les BRICS, pour construire une autre mondialisation

[Les menaces s'accumulent, mais aussi les potentiels et ressources pour y répondre. Le monde est à un tournant. Il s'agit de relever des défis communs. Pour cela il faut mettre en commun les forces de l'humanité, afin de développer en priorité les capacités humaines, l'emploi, la formation, les services publics et une nouvelle industrialisation, avec des protections sociales et écologiques. Cela demande une bataille internationaliste effective, à construire, allant au-delà des nécessaires actions de solidarité internationale. Elle a à affronter la domination du capital dans le monde et les institutions néolibérales de l'impérialisme américain, au premier rang desquelles le dollar.]

**La crise capitaliste appelle en effet un autre ordre économique du monde, de co-développement pour l'ensemble de l'humanité, des institutions internationales profondément transformées, un nouveau type de coopérations et une intervention démocratique des travailleurs et travailleuses à tous les niveaux sur les choix stratégiques des entreprises et l'utilisation de l'argent, une culture de paix.**

**Mais nous ne sommes pas encore passés à un autre ordre du monde. Les convulsions peuvent durer. Crise n'est pas solutions. Celles-ci se cherchent.**

**Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et la soumission au dollar, monte l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. De convaincre les peuples que la guerre, sous ses différentes formes (militaire, économique, de civilisation) serait inévitable, qu'elle serait une solution.**

**L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage et de co-développement pour et par toute l'humanité**, c'est-à-dire une véritable globalisation des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention démocratique.

## 1.8 Crise – écologie

**Chapitre : 1.2**
**Page : 13**
**Ligne : 24 à 29**
Remplacer le texte par
La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchandisée, voire parfois privatisée. L'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les décentrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture.

## 1.9 Crise – bilan du PCF

**Chapitre :** 1.5

**Page :**

Page 16

**Ligne : remplacer les lignes 41 à 51**
*Ajouter un paragraphe 1.6 Eléments de bilan des 3 années écoulées*

L'activité nationale du PCF depuis le 39ème congrès s'est déployée sur de multiples fronts : les enjeux de paix et d'internationalisme avec plusieurs initiatives de rencontres, la déclinaison du projet communiste avec les productions thématiques des commissions et le plan climat Empreinte 2050, une campagne nationale pour l'industrie et les services publics, ponctuée de 2 journées nationales de débats, les enjeux d'organisation avec une campagne de renforcement, et trois grandes campagnes électorales, l'élection européenne de 2024, les élections législatives anticipées de 2024 et la participation au nouveau front populaire, les élections municipales de 2026. Nous avons aussi formulé nos propositions dans des livrets thématiques, avancé une première version d'un « Plan climat » pour la France, révélé le scandale des 211 Md€ d'aides publiques aux entreprises.

De ces 3 années intenses marquées par l'urgence des situations auxquelles nous avons été confrontés, il convient de faire un bilan lucide, en identifiant nos forces et nos réussites, mais aussi nos difficultés avec l'objectif de les surmonter.

Avec ses commissions, ses revues, son organisation militante, ses élu.e.s, sa visibilité retrouvée, le PCF produit des idées, dispose d'une force militante en capacité de déployer une grande énergie et de s'adresser à toute la société.

Mais le caractère à la fois radical et réaliste de notre projet de dépassement du capitalisme n'est pas toujours bien perçu.

Malgré l'ambition de redonner un élan à l'implantation du PCF sur les lieux de travail et le développement des cellules, nous continuons à nous heurter à des difficultés qu'il convient d'analyser.

De ce point de vue la campagne pour l'industrie et les services publics n'a pas produit les effets attendus alors que partout sur le territoire, des communistes sont engagés dans des batailles pour le maintien de l'emploi et des services publics. Il conviendra d'en faire l'analyse pour que nos futures campagnes s'inscrivent dans la durée et s'articulent efficacement aux luttes, soient porteuses de sens politique et de notre projet.

S'agissant de l'élection européenne, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'exceptionnelle énergie militante que les communistes y ont déployée. Alors que la question européenne montait dans les consciences face à l'hégémonie états-unienne et sa logique de domination et de guerre, nous n'avons pas réussi à faire émerger dans le débat public l'enjeu de la finance et nos grandes propositions concrètes pour transformer radicalement l'Europe, dans une campagne restée très nationale et aux accents parfois souverainistes. Quelques mois plus tard, Donald Trump était élu président des Etats-Unis et lançait l'offensive des droits de douane contre toute l'Europe, à laquelle nous avions des réponses politiques utiles qui auraient pu davantage être mises en avant à l'occasion de la campagne.

Enfin, nous continuons de buter sur l'articulation entre l'affirmation de notre projet et le nécessaire travail de rassemblement à gauche. Cela a été le cas pendant et après le mouvement des retraites, où nous avons hésité entre l'alignement sur la revendication minimale de retrait de l'augmentation de la durée des cotisations, et la mise en avant de nos propositions de financement pour développer la cotisation sociale, et financer une bonne retraite 60 ans à taux plein. Cela a été également le cas après la séquence du Nouveau front populaire. Le programme élaboré pour les élections législatives anticipées et notamment sa partie économique constituait une base de rassemblement utile que nous aurions pu continuer à approfondir pour alimenter le débat avec l'ensemble des forces de gauche, plutôt que de rompre sur les désaccords.

C'est tout l'enjeu de la séquence qui s'ouvre pour nous emmener vers l'échéance de 2027 : affirmer au service des luttes et de la bataille d'idées le projet communiste tout en travaillant à des éléments de programme commun à gauche pour mettre en échec l'accession au pouvoir de l'extrême-droite.

## 1.10 Crise – classes sociales

**Chapitre :** 1.5

**Page :**

Page 17

**Ligne : 4 et 6**

Ligne 4 : après « cadres » ajouter, « enseignant.e.s, soignant.e.s, chercheur.e.s »
Ligne 6 : après « production » ajouter « ou sur leur activité »

# 2 Partie 2

## 2.1 Projet – mondialisation

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.1 |
| **Page :** | 18 |
| **Ligne :** | Après ligne 13 |

**Texte de l'amendement proposé**

AJOUTER : « Face à l'affrontement généralisé, les communistes luttent pour construire une autre mondialisation de coopération reposant sur de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions et outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de co-développement. Ces batailles pour une nouvelle mondialisation auraient pour axes :

- Le développement des protections sociales et écologiques (développement de l'emploi des deux côtés, diminution commune des gaz à effet de serre). Création de fonds gérés démocratiquement avec la participation de représentants des travailleurs des pays concernés, pour développer en commun les différents pays parties prenantes.

- Des traités de maîtrise du commerce et des investissements dont la visée est le développement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat…), alors que la visée actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'investissements internationaux.

- Une monnaie mondiale, véritablement commune, de développement des biens communs, de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits de vote, poids des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec l'ONU et le Programme des Nations Unies). »

**Justificatif**

*Affirmer d'emblée dans cette partie que la lutte du PCF, en lien avec d'autres forces progressistes et en s'appuyant sur les contradictions qui traversent le capitalisme au niveau international, est de lancer des batailles pour une autre mondialisation. Développer une culture de paix, c'est bien, mais cela n'est pas suffisant ; il faut ouvrir des perspectives au niveau international contre le capital fauteur de guerre et montrer comment on peut dépasser les contradictions.*

*La liste des propositions est issue d'une résolution adoptée en CN, suite à l'étape de guerre des tarifs douaniers de Trump.*

## 2.2 Projet – socialisme

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.3.1 |
| **Page :** | 23 |
| **Ligne :** | 46 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| Supprimer l'expression « aux couleurs de la France » et remplacer par « autogestionnaire et de liberté ». Supprimer toutes les occurrences de cette expression dans le texte et remplacer partout par « socialisme autogestionnaire, de liberté et d'amancipation». | |
| **Justificatif** | |
| *« Aux couleurs de la France » ne dit rien du contenu de ce socialisme et nie l'enjeu mondial ou international : on ne peut pas imposer au monde un socialisme « aux couleurs de la France », pourtant, le socialisme a une dimension mondiale incontournable. « Autogestionnaire » renvoie au contraire immédiatement à un contenu, une démarche. « De liberté » affirme très clairement la conception différente que nous en avons par rapport à des systèmes ayant existé et se réclamant du socialisme, tant dans la démarche que dans l'objectif poursuivi. « D'émancipation » précise le contenu : capacités humaines non seulement dans le travail mais aussi au-delà, c'est-à-dire « l'Humain d'abord » et non « le capital d'abord ».* | |

## 2.3 Communisme

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.3.1 |
| **Page :** | 23 |
| **Ligne :** | Entre lignes 46 et 47 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| AJOUTER : « Seul un projet communiste faisant du "libre développement de chacun.e" la condition du "libre développement de tou.te.s", est capable, avec la construction d'un socialisme de liberté et d'émancipation autogestionnaire, de relever le défi d'une crise systémique dont l'aggravation met la société et le monde au bord de l'explosion ou de l'effondrement. » | |
| **Justificatif** | |
| *Affirmer clairement la place centrale de l'individu, de la personne humaine, dans les objectifs et les moyens. Ceci en prenant appui sur une des définitions que Marx donnait du communisme. Le communisme visant l'émancipation des êtres humains, le chemin ne peut être qu'un chemin d'émancipation.* | |

## 2.4 SEF et socialisme

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.3.1 |
| **Page :** | 24 |
| **Ligne :** | 15 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |

Remplacer le texte à partir de « En France… » par :

« C'est l'enjeu des luttes à mener, dès à présent, pour dépasser le marché du travail capitaliste qui réduit la force de travail humaine à une marchandise, en construisant une sécurité d'emploi et de formation tout le long de la vie de chacun.e ; pour développer une nouvelle efficacité des productions avec des critères écologiques et sociaux alternatifs à ceux de la rentabilité ; pour prendre au capital son pouvoir sur l'utilisation de l'argent en imprimant une nouvelle orientation au crédit bancaire et à la création monétaire ; pour construire une nouvelle mondialisation de paix et de coopération.

C'est ainsi que se construira concrètement une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, concrétisant dans de nouvelles institutions un pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans l'entreprise, un pouvoir décentralisé des citoyens sur les entreprises, inaugurant une planification d'un type profondément nouveau, des services publics transformés et prenant une place centrale, une démocratie nouvelle, d'intervention et de participation, des libertés étendues dans tous les domaines, une priorité aux capacités humaines, au vivant et au partage.

Cette société nous l'appelons un socialisme du XXIe siècle, autogestionnaire, de liberté et d'émancipation. »

## 2.5 Projet - « Parti du travail »

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.3.1 |
| **Page :** | 24 |
| **Ligne :** | 19 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| Suppression de l'expression « parti du travail ». | |
| **Justificatif** | |
| *Formulation ambiguë. Le PCF pourrait éventuellement se définir comme le parti des travailleurs ; le parti du travail, c'est autre chose. La droite n'arrête pas de valoriser l'effort, le travail... Notre raison d'exister c'est d'émanciper les travailleurs, ce qui exige de transformer les rapports sociaux, et pas de garder le travail tel qu'il est avec ses séparations entre tâches d'exécution et de conception/gestion, avec la surexploitation sans cesse accrue, et à présent l'allongement du temps de travail (sur la journée, ou sur la vie en retardant l'âge de la retraite), avec l'enfermement recherché des travailleurs dans leur seul travail, en niant leur personne. La formulation « parti du travail » ne dit rien de cette immense transformation à accomplir pour l'émancipation des êtres humains. Sans compter qu'un des objectifs est de moins travailler, de développer le temps libre.* | |

## 2.6 Projet – piliers du socialisme

| | |
|---|---|
| **Chapitre :** | 2.3.1 |
| **Page :** | 25 |
| **Ligne :** | 1 |
| **Texte de l'amendement proposé** | |
| INSERER avant « il s'organise » : « La logique sur laquelle il repose est de donner la priorité au développement des capacités humaines et au vivant. Contre la logique du capital et de la rentabilité. Il vise à faire prévaloir, en lien avec les luttes sociales, une nouvelle efficacité sociale et écologique. »<br><br>AJOUTER après « planification » : « démocratique décentralisée reposant sur des pouvoirs autogestionnaires des travailleurs et des citoyens du local au national, dans une logique de réponse aux besoins sociaux et écologiques » | |

## 2.7 Pôle public du médicament

**SITUATION DANS LE TEXTE**

Numéro de partie (préambule ou partie) : **2.3.3**

Page : **28** Ligne : **21**

**MOTIVATION**

La mise sous contrôle public de la création et la production de médicaments suppose la mise en place d'une structure publique dont le PCF porte la création sous la forme d'un Pôle Public. Ce terme n'est pas repris dans le texte initial mais il renvoie à une notion précise (dont les modalités concrètes doivent encore être précisées) qui a été portée par le PCF et qui est maintenant reprise par des structures officielles telles que l'Académie de médecine ou la Commission Nationale d'Ethique.

Intégrer la notion de Pôle Public dans la base commune permet de souligner la portée du travail novateur du PCF en la matière.

**REDACTION DE L'AMENDEMENT**

Ajouter après *industrie pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public :*

Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de réduire la dépendance aux thérapies innovantes, importées à 95%. Leur besoin, exponentiel, exige le développement de la recherche médicale, de leur production, pour garantir leur accès à tous les patients concernés. Il sera créé à partir des services publics existants Laboratoire Français de Fractionnement et des biotechnologies (LFB), Etablissement Français du Sang (EFS), Assistance Publique Hôpitaux de Paris (APHP). Il s'agit aussi d'organiser l'appropriation publique et sociale des grandes multinationales à base française du secteur, à commencer par Sanofi. .....

## 2.8 100 % Sécu

Numéro de partie (préambule ou partie) : **2.2.3**

Page **:29** Ligne : **9**

**MOTIVATION**

La sécurité Sociale est constitutive du projet communiste, conçue pour répondre aux aléas de la vie, et son financement a un rôle essentiel dans le partage de la richesse produite. Cela mérite d'être précisé.

**REDACTION DE L'AMENDEMENT**

Ajouter :

Le 100% sécu pour la santé, incluant l'autonomie, avec des services publics répondant aux besoins, les retraites de haut niveau, nécessite un développement conséquent des cotisations sociales, dont une part prise sur les profits financiers des entreprises, et une modulation favorable à une nouvelle efficacité économique et sociale. Il s'agit de sujets d'intérêt majeur pour la population et au coeur de la bataille idéologique que nous devons mener.

# 3 Partie 3

## 3.1 Le Parti en action – 2027

**<u>Chapitre</u> : 3.1**
**<u>Page</u> : 31 et 32**
**<u>Ligne</u> : 35 à 53 page 31 et lignes 1 à 20 page 32**
Remplacer le texte par :
Pour y parvenir, nous avons besoin que « les gens », que le mouvement social, que le mouvement des idées, s'emparent de ces idées transformatrices. C'est le sens d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2027 : une candidature porteuse d'un programme en phase avec le projet communiste, avec l'ambition d'inscrire les batailles d'aujourd'hui dans le mouvement d'une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le vivant, la démocratie et non le capital, l'accumulation et les monopoles. Ce que nous appelons le début d'une transition socialiste.
Cette candidature sera un levier pour réveiller l'espoir à gauche et dans les mouvements sociaux, et pour faire naître une dynamique politique nouvelle.

Il nous faut faire avancer, en parallèle, débat public, luttes et discussions de travail avec tous nos partenaires à gauche, voire avec le mouvement syndical qui a été partie prenante du NFP. Ce ne sera pas facile, mais il n'est pas d'autre voie. Cela concerne aussi bien la campagne présidentielle de 2027 que les élections législatives qui sont susceptibles de lui succéder. Une éventuelle négociation législative ne peut intervenir qu'après un travail avec nos partenaires sur des éléments communs de programme. Elle doit permettre à nos candidates et candidats à ces élections législatives de porter cette dynamique sur l'ensemble du territoire, contrairement à ce qui s'est produit aux deux précédentes élections législatives.

Toutes les dispositions seront prises pour que les communistes aient de bout en bout la maîtrise de cette séquence électorale. En particulier, une conférence nationale se tiendra au début de l'année 2027. Elle évaluera les effets de la dynamique que nous aurons créée : ,où en est l'avancée des négociations de programme ? Où en est notre campagne et l'avancement de nos idées ? Où en est le paysage politique et l'extrême-droite ? Où en est la négociation sur les législatives ?. Elle décidera des moyens à mobiliser pour favoriser au maximum le développement de cette dynamique compte tenu des risques et des opportunités qui se manifesteront à ce moment politique.
C'est ainsi que nous pourrons conjuguer l'indispensable apport communiste et l'esprit de responsabilité qui est le nôtre face au danger tangible d'accès de l'extrême-droite au pouvoir exécutif. C'est ainsi que nous préparerons tout à la fois les deux éventualités : résistance et construction.

## 3.2 Axes de batailles

**Chapitre : 3.3.2**
**Page : 34**
**Ligne : 10 à 15**

**3.3.2 Des axes de batailles immédiates et structurantes**

Démocratie, travail, emploi, salaires, marché du travail, services publics, biens communs et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous devons investir immédiatement en nous aidant de la cohérence d'une transition socialiste vers une nouvelle civilisation. Ces batailles portent sur

1. Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs
   - L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de formation
   - Une nouvelle expansion des services et du secteur publics
   - Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur du projet et de l'action des communistes
   - Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation
   - Une mondialisation de paix, de coopération et de co-développement
2. Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux. La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à l'apparence physique, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes droits à chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention.

Dès juillet nous lançons

- La bataille budgétaire pour les services publics et contre l'austérité, en lien avec la revendication d'un Fonds d'avances de 500 Md€ pour les services publics, financé par le pôle public bancaire national, en lien avec la bataille pour un Fonds européen solidaire pour les services publics ;
- La bataille sur le PLFSS, pour développer la cotisation sociale et le financement de la Sécurité sociale (maladie, retraite, famille, accidents du travail, perte d'autonomie).
- La bataille pour conjurer la crise qui vient et ses effets sur l'emploi et les salaires, pour laquelle la nouvelle direction nationale a pour charge de mettre en place deux dispositifs pour une nouvelle industrialisation, et de les faire vivre, en associant militants et élus :
    - une cellule de veille et de contact sur les aides publiques aux entreprises,
    - une cellule de veille, d'alerte et d'aide à la riposte face aux suppressions d'emplois et d'entreprises.

Avec la perspective d'une manifestation nationale à l'automne à Bercy.

## 3.3 Sécurité Sociale

**SITUATION DANS LE TEXTE**

Numéro de partie (préambule ou partie) : **partie 3**.3.2

Page : **35** ... Ligne : **12** .....

**MOTIVATION**

Le texte de la base commune propose 2 campagnes structurantes : « nouvelle industrialisation et services publics » + « paix et autodétermination des peuples

La santé et l'accès aux soins demeurent la principale préoccupation de la population : dégradation constante de l'hôpital public, généralisation des déserts médicaux, augmentation des restes-à-charge (dépassements d'honoraires, augmentation des forfaits...). La dégradation accrue de notre système de santé est la conséquente directe de la volonté politique de "détricoter méthodiquement " la Sécurité sociale et son mode de financement par la cotisation sociale.

La défense et la refondation de la Sécurité sociale est constitutive du projet communiste : institution originale, financée en dehors du marché a été et doit redevenir un axe essentiel d'une société humaine et démocratique, conjointement au développement des services publics. Il faut donc ajouter un troisième axe de campagne.

---

**REDACTION DE L'AMENDEMENT**

Ajouter :

**"Pour reconstruire un système de santé public et la Sécurité sociale du 21 iéme siècle"**.....

" Pas un jour sans une action locale pour préserver un service d'urgence, une maternité, la psychiatrie...Initiatives des syndicats, des associations, actions conjointes des populations avec les professionnel.le.s, les élu.e.s, sont des terrains d'intervention à privilégier pour les communistes, porteurs de propositions inédites à faire vivre au quotidien

"Alors que les tenants du capital, gouvernement, patronat et extrême-droite, veulent faire de la Sécurité sociale un simple "filer de sécurité" face aux aléas du marché (et non des aléas de la vie !), les communistes doivent se saisir de l'enjeu de la Sécu pour en faire un axe essentiel de sortie de la crise systémique, et avec nos propositions de financement (cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises, modulation à la hausse du taux de cotisation pour les entreprises taillent dans l'emploi, les salaires, la formation), donner à voir une réponse aux besoins de santé , de retraite et d'autonomie, inscrits au coeur d'un nouveau type de croissance

"Le débat autour des PLFSS, et singulièrement le PLFSS 2026 doit faire l'objet d'une intense bataille idéologique et d'initiatives auprès de la population dans les quartiers, sur la place publique afin de sensibiliser, mobiliser sur nos propositions de rupture

" Afin d'armer les militant.e.s, les sections et fédérations doivent prendre toute initiative de formation, d'éducation populaire, au plus près des terrains de mobilisation

" Afin de construire le rapport de force, il est urgent de mettre à l'ordre du jour le retour des élections à la Sécurité sociale

"Partout, il s'agit de faire vivre la démocratie, à partir de l'expression des besoins, des attentes et aspirations, sur tous les territoires afin de reconstruire un système de santé public"